

LES ORIGINES DE L’ANARCHO-SYNDICALISME...

De nombreux anarchistes ont consacré une grande partie de leurs activités au mouvement ouvrier, surtout dans les pays latins, où naquit le mouvement anarcho-syndicaliste. Ses positions théoriques se fondaient sur les enseignements du socialisme libertaire ou anarchiste, tandis que sa forme d'organisation provenait du mouvement syndicaliste révolutionnaire qui, de 1895 à 1910, marqua un progrès sensible, en particulier en France, en Italie et en Espagne. Ses idées et ses méthodes, cependant, n'étaient pas nouvelles. Elles avaient déjà trouvé une résonance profonde dans les rangs de la *Première Internationale*, quand cette grande association eut atteint le zénith de son développement intellectuel. Cela apparut au grand jour lors des débats de son quatrième congrès à Bâle (1869) sur l'importance des organisations économiques des travailleurs. Dans le rapport sur cette question qu'Eugène Hins déposa devant le congrès au nom de la fédération belge, un point de vue entièrement nouveau fut présenté, qui avait une indiscutable ressemblance avec certaines idées de Robert Owen et du mouvement ouvrier anglais aux environs de 1830.

Pour en prendre une juste mesure, il faut se rappeler qu'à cette époque les diverses écoles du socialisme d'Etat n'accordaient aucune importance aux syndicats, ou peu dans le meilleur des cas. Les blanquistes français ne voyaient dans ces organisations qu'un mouvement réformiste, alors que leur but immédiat était une dictature socialiste. Ferdinand Lassalle et ses partisans dirigeaient toutes leurs activités vers l'union des travailleurs dans un parti politique et étaient des adversaires déclarés de toute tentative syndicale; ils n'y voyaient qu'un obstacle à l'évolution politique de la classe ouvrière. Marx et ses partisans de l'époque reconnurent, il est vrai, la nécessité des syndicats pour l'obtention de certaines améliorations à l'intérieur du système capitaliste, mais ils croyaient que leur rôle s'arrêtait là et qu'ils disparaîtraient avec le capitalisme, puisque la transition au socialisme ne pouvait se faire que sous la direction d'une dictature prolétarienne.

A Bâle, cette idée subit pour la première fois un examen critique complet. Les points de vue exprimés dans le rapport belge présenté par Hins, qui étaient partagés par les délégués d'Espagne, du Jura suisse et la majeure partie des sections françaises, portaient du postulat que les organisations économiques actuelles des travailleurs ne sont pas seulement une nécessité à l'intérieur de la société actuelle mais, bien plus, devaient être considérées comme le noyau social de l'économie socialiste future, et que c'était par conséquent le devoir de l'Internationale que d'éduquer les travailleurs en vue de cette tâche. En accord avec ces points de vue, le Congrès adopta la résolution suivante:

« Le Congrès est d'avis que tous les travailleurs doivent s'occuper activement à créer des caisses de résistance dans les différents corps de métier.

A mesure que ces sociétés se formeront, il invite les Sections, groupes fédéraux et conseils centraux à en donner avis aux sociétés de la même corporation, afin de provoquer la formation d'associations nationales de corps de métier.

Ces fédérations seront chargées de réunir tous les renseignements intéressant leur industrie respective, de diriger les mesures à prendre en commun, de réguler les grèves et de travailler activement à leur réussite, en attendant que le salariat soit remplacé par la fédération des producteurs libres.

Le Congrès invite en outre le Conseil général à servir, en cas de besoin, d'intermédiaire à l'union des sociétés de résistance de tous les pays».

Dans son plaidoyer pour la résolution présentée par le comité, Hins expliqua que *«par cette double*

forme d'organisation des associations locales de travailleurs et des alliances générales pour chaque industrie d'un côté, et l'administration politique des conseils ouvriers de l'autre, la représentation générale du travail, régionale, nationale et internationale, sera assurée. Les conseils des métiers et des organisations industrielles prendront la place du gouvernement actuel, et cette représentation du travail en finira, une fois pour toutes et à jamais, avec les gouvernements du passé».

Cette idée nouvelle vint de la reconnaissance que chaque forme économique de société doit s'accompagner d'une nouvelle forme politique de l'organisme social, sous peine de ne jamais se réaliser. Ses adeptes ne voyaient dans l'État national actuel que l'agent et le défenseur politiques des classes dominantes; ils ne cherchaient donc pas à conquérir le pouvoir mais à éliminer tout système de pouvoir à l'intérieur de la société, condition préliminaire nécessaire de toute tyrannie et de toute exploitation. Ils comprirent qu'avec le monopole de la propriété, le monopole du pouvoir aussi devait disparaître. Partant de leur reconnaissance que la domination de l'homme sur l'homme avait fait son temps, ils cherchèrent à se familiariser avec l'administration des choses. Ou comme Bakounine, un des grands précurseurs de l'anarcho-syndicalisme moderne, l'a dit:

« L'organisation de l'Internationale ayant pour but, non la création d'États ou de despotismes nouveaux, mais la destruction radicale de toutes les dominations particulières, doit avoir un caractère essentiellement différent de l'organisation des États. Autant cette dernière est autoritaire, artificielle et violente, étrangère et hostile aux développements naturels des intérêts et des instincts populaires; autant l'organisation de l'Internationale doit être libre, naturelle et conforme en tous points à ces intérêts et ces instincts. Mais quelle est l'organisation naturelle des masses? C'est celle qui est fondée sur les déterminations différentes de leur vie réelle, quotidienne, par les différentes espèces de travail, c'est l'organisation par corps de métiers. Du moment que toutes les industries seront représentées dans l'Internationale, y compris les différentes exploitations de la terre, son organisation, l'organisation des masses populaires sera achevée».

Et en une autre occasion : *« Toute cette étude pratique et vitale des sciences sociales par les travailleurs eux-mêmes dans leurs sections de métier et leurs chambres de travail engendrera en eux - et a déjà engendré - la conviction unanime, bien réfléchie, théoriquement et pratiquement démontrable que la libération sérieuse, finale et complète des travailleurs n'est possible qu'à une condition: celle de l'appropriation du capital, c'est-à-dire des matières premières et de tous les outils de travail, y compris la terre, par le corps entier des travailleurs. (...) L'organisation des sections de métiers, leur fédération dans l'Association internationale et leur représentation par les Chambres de travail ne créent pas seulement une académie où tous les travailleurs de l'Internationale, alliant la pratique à la théorie, peuvent et doivent étudier les sciences économiques, mais produisent aussi les germes vivants du nouvel ordre social qui devra remplacer le monde bourgeois. Elles créent non seulement les idées, mais les faits de l'avenir... ».*

Après le déclin de l'Internationale et la guerre franco-allemande, qui déplaça le foyer du mouvement ouvrier socialiste en Allemagne, où les travailleurs n'avaient ni traditions révolutionnaires ni cette riche expérience possédée par les socialistes des pays de l'Ouest, ces idées furent graduellement oubliées. Après la défaite de la *Commune de Paris* et des soulèvements révolutionnaires en Espagne et en Italie, les sections de l'Internationale de ces pays furent contraintes pour de nombreuses années à ne poursuivre qu'une existence clandestine. Ce n'est qu'avec le réveil du syndicalisme révolutionnaire en France que les idées de la *Première Internationale* furent sauvées de l'oubli et inspirèrent une fois de plus de larges sections du mouvement ouvrier.

LE SOCIALISME ET L'ANARCHO SYNDICALISME EN FRANCE:

L'anarcho-syndicalisme moderne est la prolongation directe de ces aspirations sociales qui prirent forme au sein de la Première Internationale et qui furent le mieux comprises et le plus fermement maintenues par l'aile libertaire de la grande alliance des travailleurs. Il se développa en réaction directe contre les concepts et les méthodes du socialisme politique, réaction qui, dans la décennie d'avant la Première Guerre mondiale, s'était déjà manifestée dans la forte poussée du mouvement ouvrier syndicaliste révolutionnaire en France, en Italie et surtout en Espagne, où la grande majorité des travailleurs organisés était toujours restée fidèle aux doctrines de l'aile libertaire de l'Internationale.

Ce fut en France, dans la théorie et la tactique du syndicalisme révolutionnaire, que cette opposition aux idées et aux méthodes des partis ouvriers modernes trouva son expression la plus claire. La cause immédiate du développement de ces nouvelles tendances à l'intérieur du mouvement ouvrier français s'explique par les scissions continuelles des divers partis socialistes. Tous, à l'exception des allemanistes, qui renoncèrent complètement plus tard aux activités parlementaires, voyaient dans les syndicats simplement des lieux de recrutement pour leurs objectifs politiques, sans vouloir en comprendre la raison d'être réelle. Les constantes dissensions des diverses factions socialistes se répercutaient naturellement dans les syndicats ouvriers, et il arrivait très fréquemment que, lorsque les syndicats d'une faction se mettaient en grève, les syndicats des autres factions se faisaient briseurs de grève. Cette situation intenable ouvrit graduellement les yeux des travailleurs. Aussi le Congrès syndical de Nantes (1894) chargea-t-il un comité d'étudier les moyens d'aboutir à une meilleure entente entre toutes les alliances syndicales. Il en résulta la fondation, l'année suivante, au congrès de Limoges, de la Confédération générale du travail, qui se déclara indépendante de tout parti politique. Désormais, il n'exista en France que deux grands regroupements : la CGT et la *Fédération des bourses du travail*, en 1902, au congrès de Montpellier, cette dernière rejoignit la CGT.

On rencontre l'opinion largement répandue, entretenue en particulier par Werner Sombart, que le syndicalisme révolutionnaire en France doit son origine à des intellectuels comme Georges Sorel, Édouard Berth et Hubert Lagardelle qui, dans *le Mouvement socialiste*, périodique fondé en 1899, exprimèrent à leur manière les conséquences intellectuelles de ce nouveau mouvement. Ce qui est complètement faux. Aucun de ces hommes n'appartint au mouvement ni n'eut la moindre influence appréciable sur son développement interne. D'autre part, la CGT n'était pas composée exclusivement de syndicats révolutionnaires; la moitié de ses membres, sans aucun doute, étaient de tendance réformiste; ils avaient rejoint la CGT parce que même eux reconnaissaient que la dépendance des syndicats à l'égard des partis politiques était d'un effet désastreux pour le mouvement. Mais l'aile révolutionnaire, qui possédait les éléments les plus énergiques et les plus actifs, aussi bien que les forces intellectuelles les plus brillantes, donna à la CGT son empreinte caractéristique, et ce fut elle qui détermina le développement des idées du syndicalisme révolutionnaire. Beaucoup d'idées vinrent des allemanistes, mais encore plus des rangs des anarchistes, comme Fernand Pelloutier, le très intelligent secrétaire de la *Fédération des bourses du travail*, Emile Pouget, rédacteur en chef de *la Voix du Peuple*, organe officiel de la CGT, Paul Delesalle, Georges Yvetot et beaucoup d'autres. Ce fut principalement sous l'influence de cette aile radicale que le nouveau mouvement se développa et qu'il trouva son expression dans la *Charte d'Amiens* (1906), où l'on établit les principes et les méthodes du mouvement.

Parti de France, ce nouveau mouvement trouva un fort écho parmi les travailleurs latins et pénétra aussi dans d'autres pays. L'influence du syndicalisme révolutionnaire français sur des sections grandes et petites du mouvement ouvrier international fut renforcée de façon importante par la crise interne qui, dans cette période, se propagea dans presque tous les partis ouvriers socialistes d'Europe. La bataille se livrait entre, d'une part, ceux qu'on appelait les révisionnistes et, d'autre part, les marxistes rigides, mais le fait de leurs activités parlementaires communes amena naturellement les adversaires les plus violents du révisionnisme à en adopter la démarche et poussa nombre des éléments les plus réfléchis à un sérieux examen. Ils se rendirent compte que la participation à la politique des États nationaux n'avait pas fait avancer d'un pas le mouvement ouvrier vers le socialisme, mais grandement aidé à détruire l'idée d'une activité socialiste constructive et, pis encore, dérobé au peuple son initiative en lui donnant l'illusion désastreuse que le salut vient toujours d'en haut.

Dans ces circonstances, le socialisme perdit régulièrement son caractère d'idéal culturel préparant les travailleurs à la ruine du système capitaliste et aussi à se débarrasser des frontières artificielles des États nationaux. Dans l'esprit des dirigeants des partis ouvriers d'alors, les objectifs de leur mouvement furent de plus en plus mêlés aux intérêts de leur propre État, tant et si bien qu'à la fin ils devinrent incapables de discerner aucune limite précise entre socialisme et étatismes. Il serait erroné de voir dans cette étrange volte-face une trahison intentionnelle des chefs, comme on l'a si souvent affirmé. La vérité est qu'on a affaire ici à une contamination progressive des pratiques et des pensées par l'idéologie de la société dominante qui, nécessairement, devait affecter l'attitude intellectuelle des dirigeants dans chaque pays. Ces partis mêmes qui s'étaient autrefois lancés à la conquête du pouvoir politique sous le drapeau du socialisme se voyaient contraints par la logique de fer de leur situation à sacrifier petit à petit leurs convictions socialistes à la politique nationale de l'État. Le pouvoir politique qu'ils avaient voulu conquérir avait graduellement conquis leur socialisme, tant et si bien qu'il n'en restait guère que le nom.

LE RÔLE DES SYNDICATS: POINT DE VUE ANARCHO-SYNDICALISTE:

Telles furent les considérations qui menèrent au développement du syndicalisme révolutionnaire ou, comme on l'appela plus tard, de l'anarcho-syndicalisme, en France et dans d'autres pays. Le terme syndicat de travailleurs signifie d'abord simplement une organisation de producteurs pour l'amélioration immédiate de leur situation économique et sociale. Mais la montée du syndicalisme révolutionnaire donna à ce sens originel une portée bien plus vaste et profonde. On peut définir un parti comme une organisation unifiée tendant à un effort politique précis à l'intérieur de l'État constitutionnel moderne. Celui-ci cherche à maintenir l'ordre de la société sous une forme ou sous une autre. De la même façon, selon le point de vue anarcho-syndicaliste, les syndicats sont l'organisation unifiée des travailleurs qui a pour but, d'une part, la défense des producteurs à l'intérieur de la société existante et, d'autre part, la préparation et la mise en œuvre de la reconstruction d'une société qui aboutisse au socialisme. Ils ont donc un double but:

- 1- Faire aboutir les revendications des producteurs pour la sauvegarde et l'élévation de leur niveau de vie;
- 2- Enseigner aux travailleurs la direction technique de la production économique en général et les préparer à prendre en main l'organisation socio-économique et à la transformer selon les principes socialistes.

Les anarcho-syndicalistes estiment que les partis politiques sont incapables à accomplir aucune de ces tâches. Selon leur conception, le syndicat doit être le fer de lance du mouvement ouvrier, trempé dans les combats quotidiens et pénétré d'esprit socialiste. C'est essentiellement dans le domaine de l'économie que les travailleurs sont capables de déployer leur pleine force, car c'est leur activité en tant que producteurs qui tient ensemble toute la structure sociale et permet l'existence de la société. C'est essentiellement en tant que producteur et créateur de la richesse sociale que le travailleur prend conscience de sa force. Solidairement avec ses compagnons, il forme la grande phalange du travail militant, brûlante de l'esprit de liberté et animée par l'idéal de justice sociale. Pour les anarcho-syndicalistes, les syndicats ouvriers sont la base porteuse d'une société future, l'école élémentaire du socialisme en général. Toute structure sociale nouvelle crée ses propres organes dans le corps du vieil organisme; sans cette condition préalable, toute évolution sociale est impensable. L'éducation socialiste ne signifie donc pas la participation à la politique du pouvoir d'État, mais l'effort pour rendre clairs aux ouvriers les rapports des problèmes sociaux entre eux, en les préparant techniquement et sur le plan administratif à leur rôle de reconSTRUCTEURS de la vie économique, et en leur donnant la fermeté morale nécessaire à l'exécution de leur tâche. Aucun organisme social ne convient mieux à ce but que l'outil de lutte des travailleurs; il donne une direction précise à leurs activités sociales et trempe leur résistance par le combat quotidien pour la vie et la défense de leurs droits. En même temps, il développe leurs concepts éthiques, sans lesquels aucune transformation sociale n'est possible: solidarité vitale avec leurs compagnons de fortune et responsabilité morale de leurs actions.

C'est justement parce que l'œuvre éducative des anarcho-syndicalistes est orientée vers le développement de la pensée indépendante qu'ils sont les adversaires déclarés de toutes les tendances centralisatrices si caractéristiques de la plupart des partis ouvriers. Schéma artificiel de fonctionnement de haut en bas livrant la direction de l'administration à une petite minorité, le centralisme s'accompagne toujours d'une routine officielle stérile: il étouffe la conviction individuelle, tue toute initiative personnelle dans la discipline et crée l'ossification bureaucratique. Pour l'État, le centralisme est la forme d'organisation appropriée, puisqu'il vise à l'uniformité la plus grande possible de la vie sociale avec pour but le maintien du statu quo politique et social. Mais, pour un mouvement dont l'existence même dépend d'une action rapide au moment favorable et aussi de l'indépendance de pensée de ses adhérents, le centralisme est une malédiction qui paralyse systématiquement toute spontanéité et affaiblit son pouvoir de décision.

L'organisation anarcho-syndicaliste est fondée sur le principe du fédéralisme, sur la libre association de bas en haut, mettant le droit à l'autodétermination de chaque syndicat au-dessus de tout, et ne reconnaissant que l'accord organique de tous sur la base d'intérêts semblables et de convictions communes. Son organisation est donc construite sur la base suivante: les travailleurs de chaque localité rejoignent les syndicats de leur métier respectif; les syndicats d'une cité ou d'un district rural fusionnent avec les bourses du travail, qui constituent les centres locaux de propagande et d'éducation soudant les travailleurs en tant que producteurs et empêchant la montée de tout esprit corporatiste étroit; lors des

conflits du travail, les bourses du travail veillent à la coopération de tous les travailleurs localement organisés; elles se regroupent toutes par districts et régions pour former la *Fédération nationale des bourses du travail*, qui maintient le contact permanent avec les groupements locaux et veille au libre travail producteur des membres des diverses organisations sur le mode coopératif, leur fournit ce qui manque à l'œuvre d'éducation et les soutient de ses conseils et de ses avis.

Chaque syndicat est, en outre, fédéré à toutes les organisations de la même industrie, et celles-ci à leur tour à tous les métiers connexes; de sorte que tous sont associés dans des alliances industrielles et agricoles. C'est leur tâche de répondre aux besoins des luttes quotidiennes entre le capital et le travail et d'associer toutes les forces du mouvement pour l'action commune quand la nécessité s'en fait sentir. Ainsi, la *Fédération des bourses du travail* et la *Fédération des alliances industrielles* constituent les pôles entre lesquels tourne toute la vie des syndicats ouvriers.

Une telle forme d'organisation ne donne pas seulement aux travailleurs la possibilité d'agir directement dans la lutte pour leur pain quotidien, mais elle leur fournit aussi les bases nécessaires pour la réorganisation de la société par leur propre force et sans intervention étrangère en cas de crise révolutionnaire. Les anarcho-sindicalistes sont convaincus qu'un ordre économique socialiste ne peut pas être créé par les décrets et ordonnances d'un gouvernement quel qu'il soit, mais seulement par la participation générale des ouvriers, techniciens et paysans, organisant la production et la distribution sous leur propre administration, dans l'intérêt de la communauté et sur la base d'accords mutuels. Dans une telle situation, les bourses du travail s'empareraient dans chaque communauté du capital social existant, détermineraient les besoins des habitants de leurs districts et organiseraient la consommation locale. Par l'intermédiaire de la *Fédération des bourses du travail*, il serait possible de calculer tous les besoins du pays et d'adapter la production en conséquence. D'un autre côté, ce serait la tâche des alliances industrielles et agricoles de prendre le contrôle de tous les instruments de production, des transports, etc., et de fournir aux groupes producteurs distincts ce dont ils ont besoin. En un mot:

1- Organisation de la production totale du pays par la *Fédération des alliances industrielles* et direction du travail par des conseils ouvriers élus par les travailleurs eux-mêmes ;

2- Organisation de la consommation par la *Fédération des bourses du travail*.

A cet égard aussi, l'expérience pratique a été instructive. Elle a montré que les nombreux problèmes d'une reconstruction socialiste de la société ne peuvent être résolus par aucun gouvernement, pas même par la fameuse dictature du prolétariat. En Russie, la dictature bolchevique est restée impuissante pendant presque deux années devant les problèmes économiques et a essayé de cacher son incapacité derrière un déluge de décrets et d'ordonnances dont la plupart furent aussitôt enfouis dans des bureaux. Si le monde pouvait être libéré par des décrets, il ne subsisterait plus depuis longtemps le moindre problème en Russie. Dans son zèle fanatique pour le pouvoir, le bolchevisme a violemment détruit les organes les plus précieux d'un ordre socialiste, en supprimant les sociétés coopératives, en plaçant les syndicats sous le contrôle de l'État et en privant les soviets de leur indépendance presque dès le début. Aussi la dictature du prolétariat a-t-elle frayé la voie non pas à une société socialiste, mais au type le plus primitif de capitalisme d'État bureaucratique ainsi qu'au retour de l'absolutisme politique qui était depuis longtemps aboli dans la plupart des pays par les révolutions bourgeoises. Dans sa *Lettre aux ouvriers occidentaux*, Kropotkine a dit avec raison: «*Nous apprenons, en Russie, comment le communisme ne peut pas être introduit, même quand les populations, écœurées du vieux régime, n'opposent aucune résistance aux expériences faites par les nouveaux gouvernants. L'idée des soviets - conseils du travail et de paysans - (...) l'idée de tels conseils contrôlant la vie politique et économique du pays est une grande idée... Mais, aussi longtemps qu'une contrée est gouvernée par la dictature d'un parti, les conseils du travail et de paysans perdent, évidemment, toute leur signification. Ils en sont réduits au rôle passif joué dans le passé par les états généraux et les parlements quand ils étaient convoqués par le roi, et avaient devant eux un conseil du roi tout-puissant*».

LA LUTTE EN ALLEMAGNE ET EN ESPAGNE:

En Allemagne, cependant, où l'aile modérée du socialisme politique était arrivée au pouvoir, le socialisme, à la suite de ses longues années d'absorption dans la routine des tâches parlementaires, s'était tellement embourbé qu'il n'était plus capable de la moindre action créatrice. Même un journal

bourgeois comme le *Frankfurter Zeitung* se sentit obligé d'écrire que «*l'histoire des peuples européens n'avait pas auparavant produit une révolution qui eût été si pauvre en idées créatrices et si faible en énergie révolutionnaire*». Le simple fait qu'un parti, le plus important parmi tous les partis ouvriers du monde et le plus fort parti en Allemagne pendant de nombreuses années, ait dû laisser le champ libre à Hitler et à ses bandes sans aucune résistance, parle de lui-même et présente un exemple d'impuissance et de faiblesse qui ne peut guère prêter à méprise.

Il n'est que de comparer la situation allemande de ce temps avec l'attitude des syndicats ouvriers anarcho-syndicalistes en Espagne, et particulièrement en Catalogne, où leur influence était la plus forte, pour saisir toute la différence entre les mouvements ouvriers de ces deux pays. Quand, en juillet 1936, la conspiration des chefs fascistes de l'armée déboucha sur une révolte ouverte, ce fut grâce à l'héroïque résistance de la CNT (*Confédération nationale du travail*) et de la FAI (*Fédération anarchiste ibérique*) que le soulèvement fasciste en Catalogne fut écrasé en quelques jours, débarrassant de l'ennemi cette très importante région de l'Espagne et déjouant le plan primitif des conspirateurs, qui était de prendre Barcelone par surprise. Les ouvriers ne s'arrêtèrent pas alors à mi-chemin; il s'ensuivit la collectivisation de la terre et la prise en charge des usines par les syndicats d'ouvriers et de paysans. Ce mouvement, qui déferla à l'initiative de la CNT et de la FAI avec une irrésistible puissance, se propagea en Aragon, dans le Levant et d'autres régions du pays et entraîna même à sa suite une grande partie des syndicats d'obédience socialiste de l'UGT (*Union générale des travailleurs*). Cet événement révéla que les ouvriers anarcho-syndicalistes d'Espagne non seulement savaient comment combattre, mais qu'ils étaient aussi fertiles en ces idées constructives si nécessaires dans un moment de crise véritable. C'est le grand mérite du socialisme libertaire en Espagne que d'avoir, depuis l'époque de la *Première Internationale*, éduqué les ouvriers dans cet esprit qui chérit la liberté avant tout et considère l'indépendance intellectuelle de ses adhérents comme la base de son existence (*). Ce fut l'attitude passive des travailleurs organisés

(*) Voici juste quelques opinions de journalistes étrangers qui n'ont pas de liens personnels avec le mouvement anarchiste. Ainsi, André Oltmares, professeur à l'université de Genève, au cours d'une assez longue allocution, déclara:

«En pleine guerre civile, les anarchistes se sont avérés des organisateurs politiques de premier ordre. Ils suscitèrent en chacun le sens des responsabilités qu'exigeaient les circonstances et surent, par d'éloquents appels, entretenir l'esprit de sacrifice pour le bien-être général du peuple.

Social-démocrate, je parle ici avec une joie intime et une admiration sincère de mes expériences en Catalogne. La transformation anticapitaliste s'est faite ici sans qu'ils aient à recourir à une dictature. Les membres des syndicats sont leurs propres maîtres et poursuivent la production et la distribution des produits du travail sous leur propre direction, en s'aidant des conseils d'experts techniques en qui ils ont confiance. L'enthousiasme des travailleurs est si grand qu'ils dédaignent tout avantage personnel et ne se préoccupent que du bien-être de tous».

L'antifasciste italien bien connu Carlo Rosselli, qui, avant l'accession de Mussolini au pouvoir, était professeur d'économie à l'université de Gênes, formula son jugement dans les termes suivants:

«En trois mois, la Catalogne a été capable d'établir un nouvel ordre social sur les ruines d'un ancien système. Elle le doit principalement aux anarchistes, qui ont révélé un sens des réalités tout à fait remarquable, une intelligence pratique et des capacités d'organisation (...). Toutes les forces révolutionnaires de Catalogne se sont unies en un programme de caractère syndicaliste-socialiste: socialisation de la grande industrie, reconnaissance du petit propriétaire, contrôle ouvrier (...). L'anarcho-syndicalisme, jusqu'ici si méprisé, s'est révélé une grande force constructive (...). Je ne suis pas anarchiste, mais je considère de mon devoir d'exprimer ici mon opinion sur les anarchistes de Catalogne, qu'on a bien trop souvent représentés au monde comme des éléments destructeurs, sinon criminels. J'étais avec eux au front dans les tranchées, et j'ai appris à les admirer. Les anarchistes catalans appartiennent à l'avant-garde de la révolution qui vient. Un nouveau monde est né avec eux, et c'est une joie de servir ce monde».

Fenner Brockway, secrétaire de l'*Independent Labour Party* en Angleterre, qui voyagea en Espagne après les événements de mai en Catalogne (1937), fit part de ses impressions dans les termes suivants:

«J'ai été impressionné par la force de la CNT. Il était inutile de me dire que c'est la plus grande et la plus vitale des organisations de la classe ouvrière en Espagne. C'était évident de tout côté. Les grandes industries étaient clairement, pour la plupart, entre les mains de la CNT - le rail, les transports routiers, la marine marchande, les constructions mécaniques, le textile, l'électricité, le bâtiment, l'agriculture. A Valence, l'UGT avait une plus grande part du contrôle qu'à Barcelone, mais généralement parlant la masse des travailleurs manuels appartenait à la CNT. Les membres de l'UGT étaient plutôt du type du travailleur à «col blanc» (...). J'ai été immensément impressionné par le travail révolutionnaire constructif que faisait la CNT. Leur réalisation du contrôle ouvrier dans l'industrie est une source d'inspiration. On pourrait prendre l'exemple du rail ou des constructions mécaniques ou du textile (...). Il y a encore des Britanniques ou des Américains pour considérer les anarchistes d'Espagne comme des éléments incontrôlables, impossibles, sans discipline. C'est aux antipodes de la vérité. Les anarchistes d'Espagne, par la CNT, sont en train de faire une des plus grandes œuvres constructives jamais faites par la classe ouvrière. Au front, ils combattent le fascisme. A l'arrière, ils construisent de fait la Nouvelle Société des Travailleurs. Ils voient que la guerre contre le fascisme et l'accomplissement de la Révolution sociale sont inséparables. Ceux qui ont vu et compris ce qu'ils sont en train de faire doivent les honorer et leur être reconnaissants. Ils résistent au fascisme. Ils sont en même temps en train de créer le Nouvel Ordre des Travailleurs qui est la seule alternative au fascisme. C'est certainement la plus grande chose maintenant en train d'être faite par les travailleurs dans n'importe quelle partie du monde».

Et à un autre endroit: *«La grande solidarité qui existait parmi les anarchistes était due à ce que chaque individu ne se fiait qu'à sa propre force et ne comptait pas sur des chefs (...). Les organisations doivent, pour réussir, être associées avec un peuple qui pense librement; pas une masse, mais des individus libres».*

des autres pays, acceptant la politique de non-intervention de leurs gouvernements, qui conduisit à la défaite des ouvriers et des paysans espagnols après une lutte héroïque de plus de deux années et demie.

LA LUTTE POLITIQUE, POINT DE VUE ANARCHO-SYNDICALISTE:

On a souvent accusé les partisans de l'anarcho-syndicalisme de ne pas s'intéresser à la structure politique des différents pays et, par conséquent, aux luttes politiques de leur époque. Cette idée est entièrement fautive et provient d'une franche ignorance ou d'une déformation volontaire des faits. Ce n'est pas la lutte politique en tant que telle qui distingue les anarcho-syndicalistes des partis ouvriers modernes, à la fois dans les principes ou dans la tactique, mais la forme de cette lutte et les buts qu'elle a en vue. Les anarcho-syndicalistes poursuivent la même tactique dans leur combat contre l'oppression politique et contre l'exploitation économique. Mais, tandis qu'ils sont convaincus qu'en même temps que le système d'exploitation disparaîtra aussi l'État, son appareil politique protecteur pour céder la place à l'administration des affaires publiques sur la base de libres accords, ils ne négligent pas du tout le fait que les efforts des travailleurs organisés à l'intérieur du système politique et social existant doivent toujours être dirigés contre toute attaque de la réaction et constamment élargir le champ de ces droits chaque fois que l'occasion s'en présente. La lutte héroïque de la CNT en Espagne contre le fascisme fut, peut-être, la meilleure preuve que parler d'un prétendu apolitisme des anarcho-syndicalistes relève d'une discussion de café du Commerce.

Mais, à leur avis, le point d'attaque dans la lutte politique ne repose pas dans les corps législatifs, mais dans le peuple.

Les droits politiques ne tirent pas leur origine des parlements; ils leur sont plutôt imposés de l'extérieur. Et même leur promulgation sous forme de lois n'est pas une garantie de leur application. Ces droits n'existent pas parce qu'on les a légalement inscrits sur un bout de papier, mais seulement quand ils sont enracinés dans les habitudes d'un peuple, et que toute tentative de les altérer rencontrera la résistance violente de la population. Quand ce n'est pas le cas, une opposition parlementaire ou des appels platoniques à la Constitution ne servent à rien. On force le respect d'autrui quand on sait défendre sa dignité d'être humain. Ce n'est pas seulement vrai dans la vie privée; il en est toujours allé de même dans la vie politique.

Tous les droits et toutes les libertés politiques dont les gens jouissent aujourd'hui, ils ne le doivent pas au bon vouloir de leurs gouvernements mais à leur propre force. Les gouvernements ont toujours employé tous les moyens en leur pouvoir pour empêcher l'accession à ces droits ou les rendre illusoires. De grands mouvements de masse et des révolutions ont été nécessaires pour les arracher aux classes dirigeantes, qui n'y auraient jamais consenti volontairement. Toute l'histoire des trois cents dernières années en est la preuve. Ce qui est important, ce n'est pas que des gouvernements aient décidé de concéder certains droits au peuple, mais pourquoi ils durent le faire. Évidemment, si on accepte l'expression cynique de Lénine considérant la liberté simplement comme un «préjugé bourgeois», les droits politiques n'ont assurément aucune valeur pour les travailleurs. Mais les innombrables luttes du passé, toutes les révoltes et révolutions auxquelles nous devons ces droits, sont alors également sans valeur. Pour proclamer ce trait de sagesse, il n'était guère nécessaire de renverser le tsarisme, car même la censure de Nicolas II n'aurait certainement fait aucune objection à la désignation de la liberté comme préjugé bourgeois.

Si l'anarcho-syndicalisme rejette néanmoins la participation aux parlements nationaux actuels, ce n'est pas parce qu'il se désolidarise des luttes politiques en général, mais parce que ses partisans estiment que cette forme d'activité est la forme de lutte politique la plus faible et la plus inopérante pour les travailleurs. Pour les classes possédantes, l'action parlementaire est certainement un instrument approprié pour le règlement des conflits qui surgissent, parce qu'elles sont toutes également intéressées au maintien de l'ordre économique et social actuel. Là où il existe un intérêt commun, des accords mutuels sont possibles et avantageux pour toutes les parties. Mais, pour les travailleurs, la situation est toute différente. Pour eux, l'ordre économique existant est la source de leur exploitation et de leur assujettissement social et politique. Même le vote le plus libre ne peut pas supprimer le contraste fla-

grant entre classes possédantes et classes non possédantes dans la société. Il peut seulement marquer la servitude des classes laborieuses au coin de la légalité.

C'est un fait que, lorsque les partis ouvriers socialistes ont voulu réaliser des réformes politiques décisives, ils n'y parvinrent pas par l'action parlementaire, mais furent obligés de s'en remettre entièrement à la capacité de lutte économique des travailleurs. Les grèves générales politiques en Belgique et en Suède pour l'obtention du suffrage universel en sont la preuve. Et, en Russie, ce fut la grande grève générale de 1905 qui força le tsar à signer la nouvelle constitution. C'est pour avoir reconnu cela que les anarcho-syndicalistes centrèrent leur activité sur l'éducation socialiste des masses et l'utilisation de leur pouvoir économique et social. Leur méthode est celle de l'action directe tant sur le plan économique que politique. Par action directe, ils entendent toute méthode de lutte immédiate des travailleurs contre l'oppression économique et politique. Parmi celles-ci, la plus éminente est la grève dans toutes ses gradations, de la simple lutte pour les salaires à la grève générale, en passant par le boycott organisé et tous les autres moyens innombrables dont disposent les travailleurs en tant que producteurs.

Une des formes les plus efficaces d'action directe est la grève sociale, qui fut jusqu'ici surtout employée en Espagne et, en partie, en France, et qui montre une responsabilité remarquable et croissante des travailleurs vis-à-vis de la société considérée comme un tout. Elle se préoccupe moins des intérêts immédiats des producteurs que de la protection de la communauté contre les excroissances les plus pernicieuses du système actuel. La grève sociale cherche à obliger les employeurs à prendre leurs responsabilités vis-à-vis du public. Elle a essentiellement en vue la protection des consommateurs, dont les travailleurs eux-mêmes constituent la grande majorité. Dans les circonstances actuelles, les travailleurs s'avilissent fréquemment à des activités nuisibles à la communauté entière pour l'avantage des employeurs. Ils sont contraints d'utiliser des matériaux de qualité inférieure et souvent réellement dangereux dans la fabrication de leurs produits, d'édifier des demeures de médiocre qualité, de mettre sur le marché des denrées avariées et de perpétrer d'innombrables actes destinés à abuser le consommateur. S'y opposer vigoureusement est, de l'avis des anarcho-syndicalistes, la grande tâche des syndicats ouvriers. Tout progrès dans cette direction relèverait en même temps la position des travailleurs dans la société et, dans une plus large mesure, consoliderait cette position.

L'action directe par les travailleurs organisés trouve son expression la plus forte dans la grève générale, dans l'arrêt du travail de chaque branche de production quand tout autre moyen échoue. C'est l'arme la plus puissante dont disposent les travailleurs et elle exprime dans toute son ampleur leur force comme facteur social. La grève générale, évidemment, n'est pas un procédé qui peut être invoqué à tort et à travers. Elle requiert certains principes sociaux qui lui donnent une force morale propre et en font une proclamation de la volonté des larges masses du peuple. La prétention ridicule, qu'on attribue si souvent aux anarcho-syndicalistes, selon laquelle il suffirait seulement de proclamer une grève générale pour bâtir une société socialiste en quelques jours, n'est, évidemment, qu'une invention inepte d'adversaires ignorants. La grève générale peut servir divers buts. Ce peut être la dernière étape d'une grève de solidarité, comme, par exemple, à Barcelone en 1902 ou à Bilbao en 1903, où elle permit aux mineurs de se débarrasser de l'odieux système du paiement en nature et contraignit les employeurs à prendre des mesures sanitaires dans leurs mines. Ce peut être aussi un moyen pour les travailleurs organisés d'imposer une revendication générale, comme, par exemple, dans la tentative de grève générale aux États-Unis, en 1886, pour obtenir la journée de huit heures dans toutes les industries. La grande grève générale des travailleurs anglais en 1926 fut le résultat d'une tentative concertée des employeurs pour abaisser le niveau de vie général des travailleurs par une réduction des salaires.

Mais la grève générale peut aussi avoir des objectifs politiques: par exemple, le combat des travailleurs espagnols en 1904 pour la libération des prisonniers politiques, ou la grève générale en Catalogne en juillet 1909 pour forcer le gouvernement à terminer sa guerre criminelle au Maroc. La grève générale des travailleurs allemands en 1920, qui fut engagée après ce qu'on a appelé le putsch de Kapp et qui mit fin à un gouvernement qui avait conquis le pouvoir par un soulèvement militaire, appartient aussi à cette catégorie. Dans de tels moments critiques, la grève générale prend la place des barricades lors des soulèvements politiques du passé. Pour les travailleurs, la grève générale est la conséquence logique du système industriel moderne, dont ils sont les victimes aujourd'hui, et elle leur offre en même temps l'arme la plus forte dans la lutte pour leur libération sociale, pourvu qu'ils reconnaissent leur propre force et apprennent à utiliser cette arme à bon escient.

L'ANARCHO-SYNDICALISME APRES LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE:

Après la Première Guerre mondiale, les peuples d'Europe affrontèrent une nouvelle situation. En Europe centrale, le vieux régime s'était effondré. La Russie se retrouvait au milieu d'une révolution sociale dont personne ne pouvait prévoir la fin. La Révolution russe avait marqué les travailleurs de chaque pays très profondément. Ils sentirent que l'Europe était dans une crise révolutionnaire et que, si rien de décisif n'en sortait rapidement, leurs espoirs seraient balayés pour de nombreuses années. Pour cette raison, ils mirent les plus grands espoirs dans la révolution russe et virent en elle le début d'une nouvelle ère de l'histoire européenne. En 1919, le parti bolchevique, qui avait conquis le pouvoir en Russie, lança un appel à toutes les organisations ouvrières révolutionnaires de la planète et les invita à un congrès l'année suivante à Moscou pour fonder une nouvelle Internationale. Les partis communistes, à cette époque, n'existaient que dans quelques pays; d'un autre côté, il y avait en Espagne, au Portugal, en France, en Italie, en Hollande, en Suède, en Allemagne, en Angleterre et dans les pays d'Amérique du Nord et du Sud, des organisations syndicalistes révolutionnaires, dont certaines exerçaient une très forte influence. Aussi ce fut le grand souci de Lénine et de ses partisans que de gagner ces diverses organisations à leurs fins. Il en résulta qu'au congrès pour la fondation de la *Troisième Internationale* dans l'été de 1920 presque toutes les organisations syndicalistes révolutionnaires d'Europe furent représentées.

Mais l'impression que les délégués syndicalistes révolutionnaires retirèrent de la Russie ne fut pas de nature à leur faire envisager une collaboration avec les communistes comme possible ou désirable. La dictature du prolétariat se révélait déjà sous son vrai jour. Les prisons étaient remplies de socialistes de toute école, parmi lesquels de nombreux anarchistes et syndicalistes révolutionnaires. Mais, surtout, il fut clair que la nouvelle caste dominante n'était en aucune façon propre à la tâche d'une authentique construction socialiste. La fondation de la *Troisième Internationale* avec son appareil dictatorial et ses efforts pour faire de tout le mouvement ouvrier d'Europe un instrument de la politique étrangère de l'État bolchevique firent vite comprendre aux syndicalistes révolutionnaires qu'ils n'avaient rien à y faire. Pour cette raison, le congrès de Moscou décida d'établir parallèlement à la *Troisième Internationale* une alliance internationale des syndicats révolutionnaires, dans laquelle les organisations syndicalistes révolutionnaires de toutes nuances pourraient aussi trouver place. Les délégués syndicalistes révolutionnaires acceptèrent cette proposition, mais, quand les communistes exigèrent que cette nouvelle organisation soit subordonnée à la *Troisième Internationale*, la demande fut rejetée à l'unanimité par les syndicalistes révolutionnaires.

En décembre 1920, une conférence syndicaliste révolutionnaire internationale se réunit à Berlin pour décider d'une attitude envers le prochain congrès de l'*Internationale syndicale rouge*, qui se préparait à Moscou pour l'année suivante. La conférence tomba d'accord sur sept points dont l'acceptation déterminerait l'entrée des syndicalistes révolutionnaires dans cette organisation. Les plus importants en furent la complète indépendance du mouvement à l'égard de tout parti politique et l'insistance sur le fait que la reconstruction socialiste de la société ne pouvait s'effectuer que par les organisations économiques des classes productives elles-mêmes. Au congrès de Moscou, l'année suivante, les organisations syndicalistes révolutionnaires furent mises en minorité. L'*Alliance centrale des syndicats russes* domina entièrement la situation et fit approuver toutes ses résolutions.

En octobre 1921, une conférence internationale de syndicalistes révolutionnaires se tint à Düsseldorf en Allemagne et décida de convoquer un congrès international à Berlin l'année suivante. Ce congrès eut lieu du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923. Les organisations suivantes furent représentées: l'Argentine par la *Federación obrera regional argentina*, avec 200.000 membres; le Chili par les *Industrial Workers of the World*, avec 20.000 membres; le Danemark par l'*Union pour la propagande syndicaliste*, avec 600 membres; l'Allemagne par la *Freie Arbeiter Union*, avec 120.000 membres; la Hollande par le *National Arbeids Secretariaat*, avec 22.500 membres; l'Italie par l'*Unione sindacale italiana*, avec 500.000 membres; le Mexique par la *Confederacion général de trabajadores*; la Norvège par la *Norsk Syndikalistisk Federasjon*, avec 20.000 membres; le Portugal par la *Confederação geral do trabalho*, avec 150.000 membres; la Suède par la *Sveriges Arbeters Centralorganisation*, avec 32.000 membres. La CNT espagnole, à cette époque, était engagée dans une lutte terrible contre la dictature de Primo de Rivera et n'avait pas envoyé de délégués, mais elle réaffirma son adhésion au congrès secret de Saragosse en octobre 1923. En France, la CGTU, née d'une scission de la CGT après la guerre, avait déjà rejoint

Moscou. Mais il y avait une minorité dans l'organisation qui s'était regroupée pour former le Comité de défense syndicaliste révolutionnaire, représentant environ 100.000 travailleurs, qui prit part aux débats du congrès de Berlin. De Paris, la *Fédération du Bâtiment*, avec 32.000 membres, et la *Fédération des Jeunesses de la Seine* furent également représentées. Deux délégués représentèrent la minorité syndicaliste révolutionnaire des travailleurs russes.

Le Congrès résolut à l'unanimité de fonder une alliance internationale de toutes les organisations syndicalistes révolutionnaires sous le nom d'*Association internationale des travailleurs*. Il adopta une déclaration de principes se référant explicitement à l'anarcho-syndicalisme. On pouvait lire au second alinéa de cette déclaration ce qui suit:

« *Le syndicalisme révolutionnaire est l'ennemi convaincu de tout monopole économique et social et tend vers leur abolition au moyen de communes économiques et d'organes administratifs des ouvriers des champs et des usines, sur la base d'un système libre de Conseils affranchis de toute subordination à un quelconque pouvoir ou parti politique. Il dresse contre la politique de l'État et des partis l'organisation économique du travail, contre le gouvernement des hommes la gestion des choses. Il n'a donc pas pour but la conquête des pouvoirs politiques, mais l'abolition de toute fonction étatiste dans la vie sociale. Il considère qu'avec le monopole de la propriété doit aussi disparaître le monopole de la domination et que toute forme d'État, celle de la dictature du prolétariat y comprise, ne peut en aucun cas être un instrument d'affranchissement, mais sera toujours créatrice de nouveaux monopoles et de nouveaux privilèges*».

Après cela, la rupture d'avec le bolchevisme et ses partisans dans les divers pays fut consommée. L'AIT suivit désormais son propre chemin, tint ses propres congrès internationaux, publia ses bulletins et régla les relations entre les organisations syndicalistes révolutionnaires des différents pays.

L'organisation la plus puissante et la plus influente de l'AIT fut la CNT espagnole, âme de toutes les dures luttes ouvrières menées en Espagne et épine dorsale de la résistance contre le fascisme et de la réorganisation sociale du pays. Avant le triomphe de Franco, la CNT comprenait environ deux millions de membres, ouvriers, paysans et intellectuels. Elle contrôlait trente-six quotidiens, parmi lesquels *Solidaridad obrera* à Barcelone, qui tirait à 240.000 exemplaires, chiffre jamais atteint par aucun journal en Espagne, et *Castilla libre*, qui fut le journal le plus lu de Madrid. La CNT a édité des millions de livres et de brochures et contribué à l'éducation des masses plus que tout autre mouvement en Espagne.

Au Portugal, la *Confederação geral do traballio*, créée en 1911, fut l'organisation ouvrière la plus forte du pays, fondée sur les mêmes principes que la CNT en Espagne. Après la victoire de la dictature, la CGT portugaise fut forcée d'abandonner son activité publique et ne put mener qu'une existence clandestine.

En Italie, sous l'influence des idées du syndicalisme révolutionnaire français, l'aile syndicaliste révolutionnaire de la *Confederazione del lavoro* quitta cette organisation en raison de sa soumission au parti socialiste et forma l'*Unione sindacale italiana*. Ce groupe fut l'âme d'une longue liste d'âpres luttes ouvrières et joua un rôle éminent dans les événements de ce qu'on a appelé la *Semaine rouge* en juin 1914 et, plus tard, dans l'occupation des usines de Milan et d'autres cités de l'Italie du Nord. Sous le fascisme, tout le mouvement ouvrier italien disparut avec l'USI.

En France, les anarcho-syndicalistes quittèrent la CGTU en 1922, après que cette organisation fut entièrement tombée sous la coupe des bolcheviks, et formèrent la *Confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire*, qui rejoignit l'AIT.

En Allemagne, avant la Première Guerre mondiale, persista durablement le mouvement de ceux qu'on appelait les localistes, dont la place forte était la *Freie Vereinigung deutscher Gewerkschaften*, fondée en 1897. Cette organisation s'inspirait à l'origine des idées social-démocrates, mais elle combattit les tendances centralisatrices du mouvement ouvrier allemand. Le renouveau du syndicalisme révolutionnaire français eut une grande influence sur la FVDG et entraîna l'adoption de purs principes syndicalistes révolutionnaires. Au congrès de Düsseldorf en 1920, l'organisation changea son nom en *Freie Arbeiter Union Deutschlands*. Ce mouvement rendit un grand service par l'infatigable travail de propagande de son active maison d'édition à Berlin, qui imprima un grand nombre d'ouvrages de valeur.

Après l'accession d'Hitler au pouvoir, le mouvement de la FAUD disparut de la scène. Beaucoup de ses adhérents périrent dans des camps de concentration ou durent se réfugier à l'étranger.

En Suède, il existe toujours un mouvement syndicaliste révolutionnaire très actif, la *Sveriges Arbetares Centralorganisation*, seule organisation syndicaliste révolutionnaire d'Europe à avoir échappé à la réaction du fascisme et à l'invasion allemande pendant la guerre. Les syndicalistes révolutionnaires suédois participèrent à toutes les grandes luttes ouvrières de leur pays et poursuivirent pendant de nombreuses années l'œuvre d'éducation socialiste et libertaire. Le mouvement dispose à Stockholm d'un grand quotidien, *Arbetaren*, et son organisation interne est très efficace.

En Hollande, le mouvement syndicaliste révolutionnaire se regroupa dans le *National Arbeids Secretariaat* ; mais quand cette organisation tomba de plus en plus sous l'emprise communiste, presque la moitié de ses membres se séparèrent et formèrent le *Nederlandisch Syndikalistisch Vakverbond*, qui rejoignit l'AIT.

Outre ces organisations, il y eut des groupes de propagande anarcho-syndicaliste en Norvège, en Pologne et en Bulgarie, qui s'affilièrent à l'AIT. Le *Jiyu Rengo Dantai Zenkoku Kaigi* japonais rejoignit aussi les rangs de l'AIT.

En Argentine, la *Federacion obrera regional argentina*, fondée en 1891, fut pendant de nombreuses années le centre de la plupart des grandes luttes ouvrières de ce pays. Son histoire couvre un des chapitres les plus mouvementés des annales du mouvement ouvrier. Le mouvement publia un quotidien, *la Protesta*, pendant plus de vingt-cinq ans, et de très nombreux hebdomadaires dans tout le pays. Après le coup d'État du général Uriburu, la FORA fut interdite, mais elle poursuivit une activité clandestine, comme elle le fait maintenant sous Peron. En mai 1929, elle convoqua un congrès de tous les pays sud-américains à Buenos Aires. A ce congrès, outre la FORA d'Argentine, furent représentés: le Paraguay par le *Centro obrero del Paraguay*; la Bolivie par la *Federacion local de La Paz*, la *Antorcha* et *Luz y Libertad*; le Mexique par la *Confederacion general de trabajadores*; le Guatemala par le *Comité pro accion sindical* ; l'Uruguay par la *Federacion obrera regional uruguaya*. Le Brésil fut représenté par des syndicats de sept des États constituants. Le Costa Rica fut représenté par l'organisation *Hacia la libertad*. A ce congrès naquit l'*Association continentale américaine des travailleurs*, qui constituait la branche sud-américaine de l'AIT. Le siège de cette organisation fut d'abord à Buenos Aires, mais plus tard, à cause de la dictature, il dut être transféré en Uruguay.

Telles étaient les forces dont disposait l'anarcho-syndicalisme dans les divers pays avant la domination fasciste et l'irruption de la Seconde Guerre mondiale. Le Bureau international de l'AIT, qui fut transféré pendant ces années de réaction et de guerre en Suède, s'occupe à présent de préparer un congrès international des forces syndicalistes révolutionnaires en voie de réorganisation.

Rudolf ROCKER.
